

La proximité.

Par Françoise Moncomble

Tantôt, voire simultanément, catégorie d'une expérience euphémisée, enjeu de citoyenneté ou ressort de grandes politiques publiques, l'éloge de la proximité semble aller de soi. E.T. Hall et sa fameuse notion de proxémie, les slogans urbanistiques des années 70 : « *Small is beautiful* », « Des villages dans la ville », « Citoyens de son quartier », les concepts clefs de la psychosociologie, ces revendications pour un espace vécu, approprié voire produit par ses habitants au risque d'ailleurs d'une grave perversion des propriétés mêmes de l'espace public : tout connote et décline sur le mode de l'évidence anthropologique une forme de nostalgie passéiste, la force affective et fantasmatique d'un concept ordinairement évocateur de convivialité, de solidarité, d'authenticité et d'enracinement, bref, au final, d'identité en notre monde globalisé. Et l'ombre de F. Tönnies, (quelque peu pervertie certes), d'authentifier cette foi du charbonnier à l'origine de tant d'idéologies communautaires voire *new age* : « Tout ce qui est confiant, intime, vivant exclusivement ensemble est compris comme la vie communautaire... la communauté est la vie commune vraie et durable... », tandis qu'« On entre en société comme en terre étrangère, passagère et apparente ».

Le concept est si assuré, vertueux et puissant qu'il inspire l'activité politique quand, contre le spectre du centralisme français, les lois de décentralisation, comme d'ailleurs l'ensemble des grandes politiques publiques (Aménagement du territoire, Sécurité, Justice, Politiques de la ville) visent toutes à rapprocher les décisions et les interventions du politique des réalités locales. Les choses de la société s'étant immobilisées dans les grands appareils de l'État, la proximité s'impose comme origine nouvelle de la légitimité. L'échelle de proximité comme gage d'efficacité fonde ainsi la rhétorique d'un Etat rapproché : « alors que la distance est tendanciellement associée à la lourdeur, à l'inertie et aux pesanteurs bureaucratiques, la proximité renvoie à l'adaptabilité, la flexibilité, l'autonomie, la souplesse, l'informel, la réactivité... » Référentiel majeur du monde associatif, du traitement de l'information comme de la démocratie participative et des élus de tous bords, la notion naturalise la vision d'un monde social tout entier arrimé voire réduit à la quotidienneté et à la dimension « locale ».

Car le succès social du référentiel de proximité implique aussi le retour d'une certaine figure de la localité. L'« objet local », l'échelle micro ainsi ré-authentifiés par les sciences sociales, valent

désormais doublement : tout d'abord comme catégorie sociologique, celle de l'expérience d'une petite patrie, d'une identité « vécue » et hautement territorialisée (habitant ou usager), relevant souvent d'une structure quasi ethnotypique ; mais aussi comme catégorie politique, celle d'un référentiel de normes, représentations et valeurs (imageries ?), pour l'organisation de l'action publique et de la concertation. Une nouvelle gouvernance ?

Lourde de présupposés et de connotations implicites, la notion-concept devient alors mot-marqueur et opérateur sémantique. Mot de passe, tour de passe-passe et cadre fourre tout, elle propose des catégories d'analyse suffisamment labiles, protéiformes et indifférenciées pour obtenir un consensus social minimum. Malléable à l'infini, cette instance idéologisée entretient les formes psychologiques de la société démocratique de masse, propres à l'individualisme sériel. Phénomène médiatique clef, le recours à la proximité en orientant les échanges, en transformant les perceptions, médiatise les instances individuelles et collectives de l'identité comme de l'imaginaire, catalyse et régule les frustrations et les attentes multiformes, bref assure les transactions les plus contradictoires entre l'État et les citoyens. En ce sens, la notion est au cœur de la production d'un lien social « non frictionnel » idéal de nos états démocratiques et juridiques de droit.

Mais, comme le proche ne peut exister qu'au regard du lointain, c'est bien la mutation du rapport proximité/distance qui se tient ainsi au cœur de la bataille des espaces/temps contemporains. Nous associons spontanément la proximité au territoire identitaire, à l'attractivité d'un lieu-centre, à la permanence, au temps long et à l'origine, bref au paradigme de l'ordre sédentaire et d'un espace « patrimonial ». Mais, dans le même temps, sous l'effet des nouvelles technologies, du Net, de la ville-mouvement, des flux, des transits, trafics et mobilités de toutes sortes, bref de l'économie-monde, l'espace se déterritorialise au profit d'une étendue non bornée. Le lieu, si cher à nos cœurs, simultanément s'efface et se revendique. Les chrono-cartes tracent de nouvelles représentations spatiales où la vitesse de déplacement balaye sites et paysages. Le chrono-urbanisme vise lui, à rassembler par le temps ce qui a été séparé par la ségrégation spatiale : rythmes, usagers, biens communs et services publics. Le groupe de prospective « Temps et territoires », créé par la Datar en 1999, la démarche montante du « Temps des villes » visent à coordonner de véritables politiques temporelles d'accessibilité, comme support des démarches de régénération urbaine, cherchant à réguler les conflits de temps entre usagers et salariés. Dans le même moment, la télé-présence (*Loft-Story* et les divers *réalité shows*), en tant que distorsion spatio-temporelle, joue sur des codes de fausse proximité et une nouvelle religion de l'intimité de masse, déréalisant le corps, le monde, l'horizon tout comme le supposé proche. Les territoires du lieu tantôt se délitent, tantôt s'affrontent à l'étendue transactionnelle, sans que

l'on aperçoit l'investissement du temps et ses effets sur les comportements.

On confond les multiples niveaux d'échelle de l'espace vécu et des temporalités à l'œuvre sans que soient réfléchis les passages entre les deux espaces/temps. Nous les intégrés, avons appris empiriquement à superposer territoire de vie et pratiques de l'espace transactionnel, nous avons simultanément intégré la mobilité et l'espace en ligne dans nos rapports au lieu. Nous sommes devenus des nomades-sédentaires et cette aptitude s'avère la condition première, autant qu'inaperçue, de l'entrée en société globale.

Nous n'en voulons pour preuve que tous ces jeunes des quartiers sensibles (entre autres poches sociales décrochées), enkystés et identifiés à des territorialités d'incrustation internes, renvoyés à une mobilité indéfiniment circulaire, ne connaissant que l'entre soi, que cet univers de « mêmeté », que leur loi privée, celle de l'honneur et de la réputation, ne pratiquant que la proximité, la familiarité, le déjà connu, la logique du lieu, de l'appartenance et de la parole ; rejetant, repoussant de toutes leurs forces les puissances de la société urbaine majoritaire : celles du code et du droit, de l'abstraction et de la distance, de l'anonymat et de l'espace public. Polarisés par les démons de la proximité, comme seule modalité d'intelligibilité, d'entendement et de connaissance, englués dans de multiples sociabilités d'intimité collective qui les internalisent et les retournent sur eux-mêmes en une sur-affirmation identitaire d'abord défensive, les jeunes des cités, prisonniers de ces micros sociétés du proche et de l'interdépendance, comme désarrimés et déliés, glissent en marge de l'univers urbain ordinaire, de tous ses réseaux déterritorialisés, de toute forme de vie publique et de l'accès au lien civil.

Si l'exercice qui consistait ici à décliner, à faire travailler la polysémie du concept par-delà l'évidence du sens commun, est réussi, on pressentira aisément combien les jeux renouvelés du rapport proximité/distance se tiennent au centre de la dialectique du lien social contemporain, plus précisément encore, au cœur de la tension intégration/exclusion innervant nos sociétés urbaines.